

en face du citoyen, en face du paysan, instable et artificielle, le producteur, réalité vivante, support logique et moteur naturel des sociétés humaines.

II. LE SYNDICALISME DANS LE CADRE NATIONAL

a.) Son action générale

La C. G. T. unitaire, issue définitivement de ce Congrès par la volonté de la classe ouvrière française, née de l'acte criminel de la majorité de l'Internationale C. G. T., affirme ses aspirations, qu'elle entend être exécutées par un groupement de classes, celui des producteurs.

En plein accord avec la Charte d'Amiens, qu'elle reprend dans sa lettre et dans son esprit, elle veut mener la lutte sur tout le terrain économique et social.

Dès son début, elle prétend être, en dehors de l'infinité politique et philosophique, le véritable organisme dans lequel les producteurs viendront défendre leurs intérêts matériels et moraux immédiats et futurs.

En outre, s'inspirant de la situation présente, elle déclare vouloir se battre sans délai les autres classes de la société et économiquement de la société, dans le but d'examiner tout de suite les caractères et le fonctionnement général.

Au capitalisme — conséquence et résultat de la vie passée, adapté par elle et façonné par les forces dirigeantes, au delà de toute doctrine connue de toute théorie — rendu au terme de son évolution historique, le Congrès prétend substituer la Syndicalisme, expression fidèle de la vie des hommes vivants en société.

Rejetant le principe de partage des richesses entre les classes, et s'inspirant de la classe — qui est celle de nos adversaires du jour — le Syndicalisme continue sa mission. Il détruira les privilèges, établira l'égalité sociale, qui ne sera réalisée définitivement que par la suppression du patronat, l'abolition du salariat, et la disparition de l'Etat, tous concepts du syndicalisme. Il considère comme moyen d'action la grève générale.

b.) Ses moyens d'action

Précisant ce moyen d'action, le Congrès veut, fermement à déclarer qu'il conserve toute sa valeur, en toutes circonstances, soit corporatiste, soit intercorporatiste, soit localement ou régionalement, soit internationalement ou nationalement.

Que ce soit pour faire triompher les revendications particulières ou générales, fédérales ou nationales, offensivement ou défensivement, pour protester contre l'arbitraire patronal ou gouvernemental, la grève, par elle-même, est générale, réelle et demeure la seule véritable arme du Proletariat.

En ce qui concerne la grève générale et les grèves, premier acte révolutionnaire qui marquera la cessation concertée et simultanée du travail en régime capitaliste, le Congrès affirme qu'elle ne pourra être que vivante.

III. RAPPORT DU SYNDICALISME ET DES AUTRES FORCES REVOLUTIONNAIRES

Le Congrès affirme à nouveau que le syndicalisme doit vivre et se développer dans l'indépendance absolue, qu'il doit jouer de l'autonomie complète qui conviennent à son caractère de principale force révolutionnaire.

Il n'entend pas, par là, vouloir dire qu'il prétend ignorer les autres forces qui, agissant sur des terrains et des plans différents, ont pour objectif l'abolition du capitalisme et la disparition de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

En outre, le Congrès considère que, dans la période pré-révolutionnaire, chaque groupe doit agir en son nom, sans se laisser diriger par un organisme qui n'aurait que le prestige de la majorité et de la majorité de l'Etat; mais il déclare que toutes les forces révolutionnaires ont pour mission d'interpréter les aspirations d'un prolétariat qu'elles ont pour devoir de servir et non de diriger, en donnant aux événements leur sens véritable.

En conséquence, le Congrès affirme que si la C.G.T.U. repousse toute idée de liaison ou de subordination d'une organisation à une autre, elle sera toujours disposée à accepter tout les concours sincères et dévoués loyalement offerts.

DEUXIEME JOURNEE

LE MATIN

Le Congrès s'ouvre à 9 heures, sous la présidence de Dudluis, assisté de Monier (Belgium), et d'Arnould (Saint-Etienne).

Le président donne lecture d'une dépêche des localités allemandes souhaitant le succès aux syndicalistes fédéralistes.

Drapay fait un chaleureux appel en faveur des grévistes de la Vienne.

Ferré, au nom des Jeunes syndicalistes, demande leur adhésion comme fédération à la C. G. T. U. Rousseaux (Tournois), propose, au nom de la commission d'organisation des travaux du Congrès, la limitation du temps pour les diverses questions et par tendance.

Cet emploi du temps est adopté à l'unanimité. Dudluis rappelle la résolution de courtoisie et de discipline votée hier.

Breville expose son point de vue sur la Révolution. Avant de savoir si le but sera atteint il faut préparer la révolution. Nous ne subordonons pas la Révolution à la compréhension des masses.

Aujourd'hui on inaugure un nouveau système dans les rapports entre le parti et la C. G. T. U. Cela durera tant que le Parti communiste le voudra. Il n'a pas à prendre, dit-il, la défense du Parti dont il est démissionnaire. Il demande qu'on fasse faire le procès de Lénine et de la Révolution russe.

Vous devez aller à T. S. R. dit-il, car vous ne pouvez aller à Berlin comme vous le diront les délégués à la Conférence syndicaliste.

Berthès (terrassiers de la Seine) reprend l'exposé fait par Breville, après avoir approuvé les résolutions prises hier concernant l'ordre des débats. Berthès se déclare en contradiction avec Dudluis sur la question de la majorité de la Commission Administrative et déclare qu'on a l'air de vouloir placer le syndicalisme dans une situation fautive.

Il parle avec toute son âme, avec tout son cœur.

Pour Berthès, seul le syndicalisme devra diriger tout, au point de vue économique comme au point de vue social; il est bien supérieur à tous les partis.

Depuis quelque temps, dit-il, d'anciens ont l'air de penser que le syndicalisme est impuissant, qu'il ne peut se coaliser lui-même et que pour accomplir la Révolution il devra s'allier à un être des gens qui n'ont jamais travaillé. Ce n'est pas mon avis. Le syndicalisme se suffit à lui-même. Je ne doute pas de l'honnêteté, ni de la sincérité des ouvriers qui adhèrent au Parti communiste, mais je crois devoir les prévenir qu'ils ont affaire à une bande de canailles. Le syndicalisme veut englober les ingénieurs, les techniciens, non pas les avocalistes sans cause qui se lancent dans la politique. Il s'agit de se débarrasser de toutes ces gens qui croient des phrases et qui ne savent que de bien belles paroles. Que le Parti fasse cavalier seul. Cela ne nous gêne nullement. Au contraire! Il nous faut la paix! Nationalement et internationalement nous voulons que le mouvement syndical soit autonome.

Certains veulent faire du syndicalisme une section du Parti.

Au point de vue national le syndicalisme est majeur, il a le droit de parler et de voter directement et la grève générale, il peut suffire à tout.

Au point de vue international, après avoir dit qu'il admirait toujours la Révolution russe, sans s'agouailler devant les hommes, Berthès repousse la liaison organique entre les deux États, parce qu'elle impose la liaison sur le terrain international.

Marie Guillot se classe parmi les indépendants et parle au nom des syndicalistes de Saint-Loire. Pour elle, impossible de parler d'une liaison organique syndicale à Berlin. Le problème se pose ainsi: deux Internationales, une collaborationnelle (Amsterdam), l'autre libre de classes (Moscou). Il se peut y avoir de doute, le syndicalisme français doit aller à Moscou. Mais il faut que la maison soit habitable et la structure internationale ne semble par permettre cela. Pour nous, pas d'inter-pénétration mais une collaboration déterminée par des décrets de coopération.

Les syndicats de Saint-Loire sont sûrs que les camarades de l'Internationale rouge comprendront les raisons sérieuses des réserves faites par le syndicalisme français. Marie Guillot dépose, en leur nom, la motion suivante:

L'Union de Saint-Loire se prononce pour l'adhésion de principe à l'Internationale syndicale rouge et demande au Congrès de T. S. R. de supprimer la liaison organique internationale, de la remplacer par la collaboration sur des bases définies avec les autres forces, partis politiques révolutionnaires, internationalistes.

Dudluis est un communiste un peu honteux. Il a voté la motion visant les répressions au C. C. N. « Nous avons été des garçons bien sages » dit-il.

Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour le travail de la C. G. T. U.

Le Parti dit: « Allez aux masses », c'est-à-dire, ramenez les ouvriers aux organisations. Il regrette l'argument de Dudluis qui dit que nous nous heurtons à une situation quand il n'y aurait plus de réformistes.

Les communistes ne sont pas déistes, mais ils prévoient un stade d'action. Et s'ils prévoient un Etat, ils avouent qu'en fait la classe ouvrière ne sera émanée que par la suppression de l'Etat.

Il croit qu'il était inutile de porter le mot suppression de l'Etat.

Pourquoi ne pas donner satisfaction à ce qui sont des communistes ou attirés de communistes? (sic).

Il dit que les membres de la minorité avaient le droit de présenter leur contre-projet.

Disons franchement ce que nous pensons: Oui, je suis communiste, même depuis longtemps, mais je n'ai jamais exploité personne et cela ne m'a pas enrichi.

Dans le parti, nous trouvons tous les éléments capables de faire vivre la société. Il faut que la médiane disparaisse entre les militants communistes. Nous sommes des gens de bonne foi. L'évent-garde du prolétariat comprend tous ceux qui luttent tous les jours contre la classe capitaliste.

Et il préche l'union.

Bouët, de la tendance Mommousseau, pose la question: Sommes-nous des unitaires? Il pense que tous ont leur place dans la C. G. T. U., même les réformistes front unique.

« Si vous pensez comme moi, vous jugerez la C. A. et le bureau et vous direz s'ils n'ont pas dépassé leur mandat? »

DEUXIEME JOURNEE

LE MATIN

Le Congrès s'ouvre à 9 heures, sous la présidence de Dudluis, assisté de Monier (Belgium), et d'Arnould (Saint-Etienne).

Le président donne lecture d'une dépêche des localités allemandes souhaitant le succès aux syndicalistes fédéralistes.

Drapay fait un chaleureux appel en faveur des grévistes de la Vienne.

Ferré, au nom des Jeunes syndicalistes, demande leur adhésion comme fédération à la C. G. T. U. Rousseaux (Tournois), propose, au nom de la commission d'organisation des travaux du Congrès, la limitation du temps pour les diverses questions et par tendance.

Cet emploi du temps est adopté à l'unanimité. Dudluis rappelle la résolution de courtoisie et de discipline votée hier.

Breville expose son point de vue sur la Révolution. Avant de savoir si le but sera atteint il faut préparer la révolution. Nous ne subordonons pas la Révolution à la compréhension des masses.

Aujourd'hui on inaugure un nouveau système dans les rapports entre le parti et la C. G. T. U. Cela durera tant que le Parti communiste le voudra. Il n'a pas à prendre, dit-il, la défense du Parti dont il est démissionnaire. Il demande qu'on fasse faire le procès de Lénine et de la Révolution russe.

Vous devez aller à T. S. R. dit-il, car vous ne pouvez aller à Berlin comme vous le diront les délégués à la Conférence syndicaliste.

Berthès (terrassiers de la Seine) reprend l'exposé fait par Breville, après avoir approuvé les résolutions prises hier concernant l'ordre des débats. Berthès se déclare en contradiction avec Dudluis sur la question de la majorité de la Commission Administrative et déclare qu'on a l'air de vouloir placer le syndicalisme dans une situation fautive.

Il parle avec toute son âme, avec tout son cœur.

Pour Berthès, seul le syndicalisme devra diriger tout, au point de vue économique comme au point de vue social; il est bien supérieur à tous les partis.

Depuis quelque temps, dit-il, d'anciens ont l'air de penser que le syndicalisme est impuissant, qu'il ne peut se coaliser lui-même et que pour accomplir la Révolution il devra s'allier à un être des gens qui n'ont jamais travaillé. Ce n'est pas mon avis. Le syndicalisme se suffit à lui-même. Je ne doute pas de l'honnêteté, ni de la sincérité des ouvriers qui adhèrent au Parti communiste, mais je crois devoir les prévenir qu'ils ont affaire à une bande de canailles. Le syndicalisme veut englober les ingénieurs, les techniciens, non pas les avocalistes sans cause qui se lancent dans la politique. Il s'agit de se débarrasser de toutes ces gens qui croient des phrases et qui ne savent que de bien belles paroles. Que le Parti fasse cavalier seul. Cela ne nous gêne nullement. Au contraire! Il nous faut la paix! Nationalement et internationalement nous voulons que le mouvement syndical soit autonome.

Certains veulent faire du syndicalisme une section du Parti.

Au point de vue national le syndicalisme est majeur, il a le droit de parler et de voter directement et la grève générale, il peut suffire à tout.

Au point de vue international, après avoir dit qu'il admirait toujours la Révolution russe, sans s'agouailler devant les hommes, Berthès repousse la liaison organique entre les deux États, parce qu'elle impose la liaison sur le terrain international.

Marie Guillot se classe parmi les indépendants et parle au nom des syndicalistes de Saint-Loire. Pour elle, impossible de parler d'une liaison organique syndicale à Berlin. Le problème se pose ainsi: deux Internationales, une collaborationnelle (Amsterdam), l'autre libre de classes (Moscou). Il se peut y avoir de doute, le syndicalisme français doit aller à Moscou. Mais il faut que la maison soit habitable et la structure internationale ne semble par permettre cela. Pour nous, pas d'inter-pénétration mais une collaboration déterminée par des décrets de coopération.

Les syndicats de Saint-Loire sont sûrs que les camarades de l'Internationale rouge comprendront les raisons sérieuses des réserves faites par le syndicalisme français. Marie Guillot dépose, en leur nom, la motion suivante:

L'Union de Saint-Loire se prononce pour l'adhésion de principe à l'Internationale syndicale rouge et demande au Congrès de T. S. R. de supprimer la liaison organique internationale, de la remplacer par la collaboration sur des bases définies avec les autres forces, partis politiques révolutionnaires, internationalistes.

Dudluis est un communiste un peu honteux. Il a voté la motion visant les répressions au C. C. N. « Nous avons été des garçons bien sages » dit-il.

Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour le travail de la C. G. T. U.

Le Parti dit: « Allez aux masses », c'est-à-dire, ramenez les ouvriers aux organisations. Il regrette l'argument de Dudluis qui dit que nous nous heurtons à une situation quand il n'y aurait plus de réformistes.

Les communistes ne sont pas déistes, mais ils prévoient un stade d'action. Et s'ils prévoient un Etat, ils avouent qu'en fait la classe ouvrière ne sera émanée que par la suppression de l'Etat.

Il croit qu'il était inutile de porter le mot suppression de l'Etat.

Pourquoi ne pas donner satisfaction à ce qui sont des communistes ou attirés de communistes? (sic).

Il dit que les membres de la minorité avaient le droit de présenter leur contre-projet.

Disons franchement ce que nous pensons: Oui, je suis communiste, même depuis longtemps, mais je n'ai jamais exploité personne et cela ne m'a pas enrichi.

Dans le parti, nous trouvons tous les éléments capables de faire vivre la société. Il faut que la médiane disparaisse entre les militants communistes. Nous sommes des gens de bonne foi. L'évent-garde du prolétariat comprend tous ceux qui luttent tous les jours contre la classe capitaliste.

Et il préche l'union.

Bouët, de la tendance Mommousseau, pose la question: Sommes-nous des unitaires? Il pense que tous ont leur place dans la C. G. T. U., même les réformistes front unique.

« Si vous pensez comme moi, vous jugerez la C. A. et le bureau et vous direz s'ils n'ont pas dépassé leur mandat? »

DEUXIEME JOURNEE

LE MATIN

Le Congrès s'ouvre à 9 heures, sous la présidence de Dudluis, assisté de Monier (Belgium), et d'Arnould (Saint-Etienne).

Le président donne lecture d'une dépêche des localités allemandes souhaitant le succès aux syndicalistes fédéralistes.

Drapay fait un chaleureux appel en faveur des grévistes de la Vienne.

Ferré, au nom des Jeunes syndicalistes, demande leur adhésion comme fédération à la C. G. T. U. Rousseaux (Tournois), propose, au nom de la commission d'organisation des travaux du Congrès, la limitation du temps pour les diverses questions et par tendance.

Cet emploi du temps est adopté à l'unanimité. Dudluis rappelle la résolution de courtoisie et de discipline votée hier.

Breville expose son point de vue sur la Révolution. Avant de savoir si le but sera atteint il faut préparer la révolution. Nous ne subordonons pas la Révolution à la compréhension des masses.

Aujourd'hui on inaugure un nouveau système dans les rapports entre le parti et la C. G. T. U. Cela durera tant que le Parti communiste le voudra. Il n'a pas à prendre, dit-il, la défense du Parti dont il est démissionnaire. Il demande qu'on fasse faire le procès de Lénine et de la Révolution russe.

Vous devez aller à T. S. R. dit-il, car vous ne pouvez aller à Berlin comme vous le diront les délégués à la Conférence syndicaliste.

Berthès (terrassiers de la Seine) reprend l'exposé fait par Breville, après avoir approuvé les résolutions prises hier concernant l'ordre des débats. Berthès se déclare en contradiction avec Dudluis sur la question de la majorité de la Commission Administrative et déclare qu'on a l'air de vouloir placer le syndicalisme dans une situation fautive.

Il parle avec toute son âme, avec tout son cœur.

Pour Berthès, seul le syndicalisme devra diriger tout, au point de vue économique comme au point de vue social; il est bien supérieur à tous les partis.

Depuis quelque temps, dit-il, d'anciens ont l'air de penser que le syndicalisme est impuissant, qu'il ne peut se coaliser lui-même et que pour accomplir la Révolution il devra s'allier à un être des gens qui n'ont jamais travaillé. Ce n'est pas mon avis. Le syndicalisme se suffit à lui-même. Je ne doute pas de l'honnêteté, ni de la sincérité des ouvriers qui adhèrent au Parti communiste, mais je crois devoir les prévenir qu'ils ont affaire à une bande de canailles. Le syndicalisme veut englober les ingénieurs, les techniciens, non pas les avocalistes sans cause qui se lancent dans la politique. Il s'agit de se débarrasser de toutes ces gens qui croient des phrases et qui ne savent que de bien belles paroles. Que le Parti fasse cavalier seul. Cela ne nous gêne nullement. Au contraire! Il nous faut la paix! Nationalement et internationalement nous voulons que le mouvement syndical soit autonome.

Certains veulent faire du syndicalisme une section du Parti.

Au point de vue national le syndicalisme est majeur, il a le droit de parler et de voter directement et la grève générale, il peut suffire à tout.

Au point de vue international, après avoir dit qu'il admirait toujours la Révolution russe, sans s'agouailler devant les hommes, Berthès repousse la liaison organique entre les deux États, parce qu'elle impose la liaison sur le terrain international.

Marie Guillot se classe parmi les indépendants et parle au nom des syndicalistes de Saint-Loire. Pour elle, impossible de parler d'une liaison organique syndicale à Berlin. Le problème se pose ainsi: deux Internationales, une collaborationnelle (Amsterdam), l'autre libre de classes (Moscou). Il se peut y avoir de doute, le syndicalisme français doit aller à Moscou. Mais il faut que la maison soit habitable et la structure internationale ne semble par permettre cela. Pour nous, pas d'inter-pénétration mais une collaboration déterminée par des décrets de coopération.

Les syndicats de Saint-Loire sont sûrs que les camarades de l'Internationale rouge comprendront les raisons sérieuses des réserves faites par le syndicalisme français. Marie Guillot dépose, en leur nom, la motion suivante:

L'Union de Saint-Loire se prononce pour l'adhésion de principe à l'Internationale syndicale rouge et demande au Congrès de T. S. R. de supprimer la liaison organique internationale, de la remplacer par la collaboration sur des bases définies avec les autres forces, partis politiques révolutionnaires, internationalistes.

Dudluis est un communiste un peu honteux. Il a voté la motion visant les répressions au C. C. N. « Nous avons été des garçons bien sages » dit-il.

Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour le travail de la C. G. T. U.

Le Parti dit: « Allez aux masses », c'est-à-dire, ramenez les ouvriers aux organisations. Il regrette l'argument de Dudluis qui dit que nous nous heurtons à une situation quand il n'y aurait plus de réformistes.

Les communistes ne sont pas déistes, mais ils prévoient un stade d'action. Et s'ils prévoient un Etat, ils avouent qu'en fait la classe ouvrière ne sera émanée que par la suppression de l'Etat.

Il croit qu'il était inutile de porter le mot suppression de l'Etat.

Pourquoi ne pas donner satisfaction à ce qui sont des communistes ou attirés de communistes? (sic).

Il dit que les membres de la minorité avaient le droit de présenter leur contre-projet.

Disons franchement ce que nous pensons: Oui, je suis communiste, même depuis longtemps, mais je n'ai jamais exploité personne et cela ne m'a pas enrichi.

Dans le parti, nous trouvons tous les éléments capables de faire vivre la société. Il faut que la médiane disparaisse entre les militants communistes. Nous sommes des gens de bonne foi. L'évent-garde du prolétariat comprend tous ceux qui luttent tous les jours contre la classe capitaliste.

Et il préche l'union.

Bouët, de la tendance Mommousseau, pose la question: Sommes-nous des unitaires? Il pense que tous ont leur place dans la C. G. T. U., même les réformistes front unique.

« Si vous pensez comme moi, vous jugerez la C. A. et le bureau et vous direz s'ils n'ont pas dépassé leur mandat? »

DEUXIEME JOURNEE

LE MATIN

Le Congrès s'ouvre à 9 heures, sous la présidence de Dudluis, assisté de Monier (Belgium), et d'Arnould (Saint-Etienne).

Le président donne lecture d'une dépêche des localités allemandes souhaitant le succès aux syndicalistes fédéralistes.

Drapay fait un chaleureux appel en faveur des grévistes de la Vienne.

Ferré, au nom des Jeunes syndicalistes, demande leur adhésion comme fédération à la C. G. T. U. Rousseaux (Tournois), propose, au nom de la commission d'organisation des travaux du Congrès, la limitation du temps pour les diverses questions et par tendance.

Cet emploi du temps est adopté à l'unanimité. Dudluis rappelle la résolution de courtoisie et de discipline votée hier.

Breville expose son point de vue sur la Révolution. Avant de savoir si le but sera atteint il faut préparer la révolution. Nous ne subordonons pas la Révolution à la compréhension des masses.

Aujourd'hui on inaugure un nouveau système dans les rapports entre le parti et la C. G. T. U. Cela durera tant que le Parti communiste le voudra. Il n'a pas à prendre, dit-il, la défense du Parti dont il est démissionnaire. Il demande qu'on fasse faire le procès de Lénine et de la Révolution russe.

Vous devez aller à T. S. R. dit-il, car vous ne pouvez aller à Berlin comme vous le diront les délégués à la Conférence syndicaliste.

Berthès (terrassiers de la Seine) reprend l'exposé fait par Breville, après avoir approuvé les résolutions prises hier concernant l'ordre des débats. Berthès se déclare en contradiction avec Dudluis sur la question de la majorité de la Commission Administrative et déclare qu'on a l'air de vouloir placer le syndicalisme dans une situation fautive.

Il parle avec toute son âme, avec tout son cœur.

Pour Berthès, seul le syndicalisme devra diriger tout, au point de vue économique comme au point de vue social; il est bien supérieur à tous les partis.

Depuis quelque temps, dit-il, d'anciens ont l'air de penser que le syndicalisme est impuissant, qu'il ne peut se coaliser lui-même et que pour accomplir la Révolution il devra s'allier à un être des gens qui n'ont jamais travaillé. Ce n'est pas mon avis. Le syndicalisme se suffit à lui-même. Je ne doute pas de l'honnêteté, ni de la sincérité des ouvriers qui adhèrent au Parti communiste, mais je crois devoir les prévenir qu'ils ont affaire à une bande de canailles. Le syndicalisme veut englober les ingénieurs, les techniciens, non pas les avocalistes sans cause qui se lancent dans la politique. Il s'agit de se débarrasser de toutes ces gens qui croient des phrases et qui ne savent que de bien belles paroles. Que le Parti fasse cavalier seul. Cela ne nous gêne nullement. Au contraire! Il nous faut la paix! Nationalement et internationalement nous voulons que le mouvement syndical soit autonome.

Certains veulent faire du syndicalisme une section du Parti.

Au point de vue national le syndicalisme est majeur, il a le droit de parler et de voter directement et la grève générale, il peut suffire à tout.

Au point de vue international, après avoir dit qu'il admirait toujours la Révolution russe, sans s'agouailler devant les hommes, Berthès repousse la liaison organique entre les deux États, parce qu'elle impose la liaison sur le terrain international.

Marie Guillot se classe parmi les indépendants et parle au nom des syndicalistes de Saint-Loire. Pour elle, impossible de parler d'une liaison organique syndicale à Berlin. Le problème se pose ainsi: deux Internationales, une collaborationnelle (Amsterdam), l'autre libre de classes (Moscou). Il se peut y avoir de doute, le syndicalisme français doit aller à Moscou. Mais il faut que la maison soit habitable et la structure internationale ne semble par permettre cela. Pour nous, pas d'inter-pénétration mais une collaboration déterminée par des décrets de coopération.

Les syndicats de Saint-Loire sont sûrs que les camarades de l'Internationale rouge comprendront les raisons sérieuses des réserves faites par le syndicalisme français. Marie Guillot dépose, en leur nom, la motion suivante:

L'Union de Saint-Loire se prononce pour l'adhésion de principe à l'Internationale syndicale rouge et demande au Congrès de T. S. R. de supprimer la liaison organique internationale, de la remplacer par la collaboration sur des bases définies avec les autres forces, partis politiques révolutionnaires, internationalistes.

Dudluis est un communiste un peu honteux. Il a voté la motion visant les répressions au C. C. N. « Nous avons été des garçons bien sages » dit-il.

Nous avons fait tout ce